

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 36 (1999)
Heft: 1399

Artikel: Politique européenne. Partie 1, Amarrer les Balkans à l'Europe
Autor: Nordmann, Roger
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014790>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Amarrer les Balkans à l'Europe

Dans un texte¹ d'une quarantaine de pages publié en mai, alors que la guerre faisait encore rage au Kosovo, le Center of european Studies de Bruxelles esquisse une stratégie européenne de normalisation dans les Balkans. En ces jours d'investiture de la Commission européenne, ce document prend un relief tout particulier car il est le fruit d'un brainstorming mené sous la direction de Romano Prodi en personne.

TIRANT LES LEÇONS de l'expérience bosniaque, les auteurs estiment que tous les efforts d'amélioration qui n'englobent pas toute la région sont voués à l'échec, parce que la menace extérieure, réelle ou putative, bloque les réformes internes nécessaires au décollage des cinq entités (la RFY, la Croatie, la Bosnie, le Kosovo et l'Albanie). Ils constatent aussi qu'aucune d'entre elles ne pourra s'en sortir seule, car elles sont trop faibles sur les plans économique et démographique. Une certaine approche américaine, qui préconise une intégration de ces pays dans un ensemble régional propre, leur paraît illusoire, du moment que l'histoire récente a laissé trop de traces pour permettre une collaboration volontaire et que la confiance manque.

Le plan fait preuve d'une grande ambition

Il y a lieu de concevoir un cadre qui condamne à l'échec les stratégies attentistes et nationalistes. Ce plan doit être suffisamment réaliste pour pouvoir être lancé dans les conditions actuelles. Il doit impérativement être ambitieux, crédible et axé sur le long terme, afin stimuler les énergies positives. Une coordination globale est indispensable, pour ne pas répéter les erreurs d'organisation faites en Bosnie, où l'action internationale, bien que massive, était trop disparate pour permettre la renaissance d'une société multiethnique.

On le pressent, c'est tout naturellement l'Union Européenne qui a la vocation, l'intérêt ainsi que la force économique et politique nécessaire de mener le jeu. Constatant d'une part que ces pays ne sont pas préparés à l'adhésion et que d'autre part l'UE doit réformer ses institutions avant de s'élargir à plusieurs petits pays, les auteurs préconisent de créer un second Espace économique européen, qui pourrait préparer ces pays à l'adhésion.

Cet EEE d'un nouveau genre devrait être lancé en 2000 par un big-bang consistant à supprimer tous les tarifs douaniers entre l'Europe et ces pays, ainsi qu'entre ces pays eux-mêmes. Substantiellement, cela reviendrait à étendre l'accord de libre-échange qui existe entre l'Europe des 18, la Turquie et Chypre. Pour les Balkans, ce pas marquerait la fin de l'économie de guerre. L'ouverture des frontières affaiblirait considérablement les mafias qui vivent des trafics transfrontaliers. L'abolition des droits de douane n'est possible que si l'UE s'engage à compenser financièrement le manque à gagner pour les gouvernements de ces pays. Aux yeux des auteurs, l'Union peut sans autre se le permettre, car la région est très petite (25 millions d'habitants, contre près de 400 pour l'UE).

Un passage à l'euro, au plus vite

La question monétaire devrait également être résolue immédiatement dans le cadre du big-bang. On sait en effet qu'avec la crise financière russe les conditions d'emprunt sont devenues très défavorables pour ce type de pays. Les possibilités de financement de la reconstruction s'en trouvent dramatiquement limitées. Pour cette raison, l'étude propose que ces pays adoptent l'Euro comme monnaie (et le DM jusqu'à l'introduction de l'Euro «liquide»²). Ce pas n'est possible qu'à deux conditions. D'une part, la perte des droits de seigneurage doit être compensée par les ressources provenant du budget de l'Union; d'autre part, pour des raisons politiques évidentes, cette annexion monétaire doit s'inscrire dans la préparation d'une adhésion à l'UE. Outre le fait que cette «euroisation» offre l'avantage d'intégrer immédiatement ces pays dans les circuits bancaires, elle communiquerait par sa force symbolique à toutes les populations de la région la détermi-

nation politique de créer une paix durable.

Sans conditions préalables

Cette première étape ne devrait être liée à aucune autre condition que la cessation des hostilités militaires (ce qui a eu lieu entretemps). Poser des exigences drastiques au début du processus l'empêcherait tout simplement de démarrer, maintenant ainsi le cercle vicieux de la haine qui prévaut actuellement. Si le maintien au pouvoir de Milosevic est évidemment défavorable, les auteurs estiment qu'exclure la Serbie pour ce seul motif serait totalement contre-productif, tant sous l'angle économique que politique. Ce point de vue rejoint clairement celui de l'opposition démocratique en Serbie. Il n'en demeure pas moins que le cas Milosevic est des plus épineux, car sa non-solution ne peut que nuire au processus envisagé. rn

¹ A System of Post-War South-East Europe (Plan for Reconstruction, Openness, Development and Integration), par M. Emerson, D. Gros, W. Hager, P. Ludlow et N. Whyte, Working Document 131, Centre of European Studies, Bruxelles.

² Une décision dans ce sens vient d'être prise au Kosovo le 3 septembre.

Deuxième chapitre: «L'adhésion contre la folie nationaliste».

Pour paraître

LE POUVOIR FÉDÉRAL va engager quatorze millions pour mieux faire connaître la Suisse et vendre son image, notamment aux États-Unis. Des millions pour paraître.

En revanche, la grande idée d'une Fondation suisse solidaire est mise sous le boisseau. Pas de millions pour être. ag